

Fin de cavale pour Félicien Kabuga, «financier» du génocide des Tutsis

Maria Malagardis

Libération, 17 mai 2020

Arrêté samedi à Asnières-sur-Seine après vingt-six ans de fuite, il était l'un des trois derniers fugitifs rwandais. L'homme d'affaires appartenait au premier cercle du pouvoir en 1994 et était recherché notamment pour « persécution » et « extermination ».

« En apprenant son arrestation j'ai failli tomber dans le coma ! » s'exclame Apollonia Ciymushura. Jointe dimanche par téléphone à Kigali, capitale du Rwanda, cette veuve de 55 ans, rescapée du génocide des Tutsis, exprime à sa façon sa stupeur, mais aussi sa joie, en apprenant l'incroyable nouvelle : la capture de Félicien Kabuga. Agé de 84 ans, ce millionnaire rwandais était certainement l'homme le plus recherché au monde, accusé d'être l'un des instigateurs du génocide qui s'est déroulé au Rwanda en 1994. Il a été arrêté à l'aube samedi dans un appartement

d'Asnières-sur-Seine en banlieue parisienne. Au Rwanda comme ailleurs, sur les réseaux sociaux comme dans les conversations privées, ils étaient nombreux ce week-end à se réjouir ouvertement après ce coup de filet spectaculaire que plus personne n'attendait. Depuis vingt-six ans, celui qu'on a surnommé le « financier du génocide » avait échappé à toutes les tentatives d'arrestation. Le Tribunal international pour le Rwanda, (TPIR), créé fin 1994, l'avait pourtant inculpé dès 1997 des charges les plus lourdes : outre celles de « persécution », ou d'« extermination » inscrites en gras et en majuscules sur l'acte d'accusation, figurent aussi celles de « complicité de génocide » et d'« entente en vue de commettre le génocide ». Sa fiche Interpol, classée « notice rouge », mentionne qu'il est recherché pour avoir « financé le massacre d'enfants, de femmes et d'hommes » en 1994.

Rouage essentiel Car Félicien Kabuga n'était pas un simple notable, entraîné malgré lui dans le chaos de ces trois mois de massacres organisés qui feront près d'un million de victimes d'avril à juillet 1994. Homme le plus riche du pays à l'époque, il fut, même avant le déclenchement de la tragédie, « l'un de ceux qui ont cherché le génocide » comme le souligne Apollonia. Elle qui a vu son mari tué, son petit commerce pillé et saccagé, sa maison détruite, par les miliciens de Kabuga, avant même 1994. Tout simplement parce qu'elle était tutsie. Et vivait non loin d'une propriété détenue par Kabuga à Kigali, dans le quartier de Gikondo. Propriétaire d'immenses plantations de thé, d'une minoterie, et du premier centre commercial érigé à Kigali, Kabuga était bien plus qu'un homme d'affaires : il est depuis longtemps un rouage essentiel au sein du premier cercle du pouvoir.

Or ce dernier se trouve en mauvaise posture au début des années 90. Non seulement il est confronté à une opposition politique croissante qui dénonce la corruption et le népotisme du régime en place, mais le président Juvénal Habyarimana et son clan font également face à une rébellion armée constituée des enfants de réfugiés tutsis dont les parents ont fui le pays lors de pogroms récurrents depuis l'indépendance : le Front patriotique rwandais (FPR). Cette double

offensive fragilise l'« Akazu », « la petite maison » en kinyarwanda, qui désignait à cette époque au Rwanda, le cercle occulte formé autour du couple présidentiel. Kabuga en fait partie.

Occasions ratées Père de onze enfants, il a marié deux de ses filles à des fils du Président. Une autre a épousé le ministre du Plan. Et encore une autre, l'un des chefs des interahamwe, ces redoutables milices qu'il finance et qui seront le bras armé du génocide. Car la montée des périls engage l'Akazu dans une spirale mortifère où les Tutsis deviennent les boucs émissaires de tous les problèmes du pays. Kabuga met sa puissance financière au service de cette fuite en avant criminelle. Il sponsorise les interahamwe, leur procure des armes et notamment ces 50 000 machettes commandées quelques mois avant le génocide. Il est également l'un des fondateurs de la sinistre radio des Mille Collines, une station privée qui, à partir de 1993, va vite devenir très populaire en diffusant de la musique branchée tout en distillant des messages de haine.

Cette radio de propagande raciste sera une arme fatale pour mobiliser les tueurs après le 6 avril. Ce soir-là, deux missiles mystérieux font exploser l'avion du président Habyarimana en phase d'atterrissage à Kigali. L'attentat ne sera jamais revendiqué mais il est vraisemblable que le Président ait été assassiné par les éléments les

plus extrémistes de son propre camp, inquiets de le voir accepter de partager le pouvoir sous la pression internationale. Pour les faucons du régime, sa mort sert en tout cas de prétexte pour déclencher le bain de sang. Kabuga envoie sa femme et ses enfants se réfugier à l'ambassade de France, ils seront exfiltrés du pays dès le 12 avril. Lui reste au Rwanda, organise le déploiement des interahamwe, mobilise la jeunesse contre « l'ennemi ». Dès la fin avril, il annonce la création d'un Fonds de défense national pour appuyer financièrement cette machine meurtrière qui, malgré l'ampleur des tueries, cède peu à peu devant la progression des troupes du FPR.

En juillet, c'est la fin : le camp génocidaire est contraint de fuir le Rwanda transformé en cimetière à ciel ouvert. Kabuga tente d'abord de se réfugier en Suisse. Repéré, il est non pas arrêté mais expulsé du pays. Tout comme l'un de ses gendres, Fabien Singaye, deuxième secrétaire à l'ambassade de Berne, connu pour avoir espionné la diaspora tutsie. Ce qui n'empêchera pas Singaye de devenir quelques années plus tard l'un des traducteurs du juge Bruguière dans l'enquête sur l'attentat contre l'avion d'Habyarimana. Kabuga lui-même se retrouve rapidement au Kenya. En 1997, le TPIR y déclenche une vaste opération d'arrestations visant les responsables rwandais qui y sont réfugiés, le millionnaire passe à

travers les mailles du filet. Lorsqu'ils débarquent chez lui, les policiers ne trouvent qu'une note écrite avertissant l'homme d'affaires de son arrestation.

En 2002, les Etats-Unis offrent 5 millions de dollars pour sa capture. Un an plus tard, un jeune informateur kényan du FBI affirme être en affaires avec le fugitif et propose d'aider à son arrestation. La maison du jeune homme doit servir de piège. Mais ce jour-là, les enquêteurs, planqués dans les alentours, attendent en vain. Kabuga ne se présente pas au rendez-vous. Deux jours plus tard, on retrouvera l'informateur chez lui, mort sur son lit, une balle dans la tête. En 2007, la police allemande arrête le gendre de Kabuga, Augustin Ngirabatware, celui qui était ministre du Plan à la veille du génocide. Il sera condamné en appel à trente ans de prison par le TPIR. Mais les policiers allemands se rendront compte après coup que Kabuga se trouvait certainement chez son gendre au moment de l'arrestation. Une fois de plus l'oiseau s'est envolé.

Après tant d'occasions ratées, rares étaient ceux qui espéraient encore voir Kabuga arrêté. Son réseau de protection était si puissant qu'il avait même réussi à l'étendre à certains membres du FPR au pouvoir au Rwanda depuis la fin du génocide. En 2011, le procureur du TPIR a ainsi accusé un ex-haut responsable

rwandais d'avoir aidé la famille Kabuga à récupérer certaines de ses propriétés en principe sous séquestre en 2003. Patrick Karegeya était alors le chef des renseignements extérieurs du Rwanda, puis il a fui son pays en 2007. Il sera retrouvé assassiné dans une chambre d'hôtel à Johannesburg en 2014. Entre-temps, Kabuga était à nouveau sorti des radars des polices de la planète.

Mais la lutte contre l'impunité des crimes contre l'humanité s'est peu à peu renforcée. En France la création en 2013, de l'Office contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH) a permis de doter la justice française, et en particulier le pôle génocide, d'une troupe d'élite vouée à la traque des auteurs de crimes contre l'humanité encore en fuite.

Célèbre fugitif C'est cette équipe, une vingtaine de personnes, qui a réussi l'arrestation spectaculaire de Kabuga, samedi à Asnières. Bénéficiant d'une collaboration renforcée depuis un an avec les autres polices européennes. Pendant deux mois, les hommes de l'OCLCH vont recouper des informations et oser quelques hypothèses : notamment celle de la présence de Kabuga en France où réside une grande partie de sa famille. La filature des enfants du « financier du génocide » va alors conduire à

identifier quatre lieux possibles où se cacherait le célèbre fugitif. A l'aube samedi, le feu vert est donné pour lancer cette opération qualifiée de « très sophistiquée ». Dans l'un des appartements visés, les gendarmes réveillent deux hommes : c'est bien Kabuga, avec l'un de ses fils. Malgré ses difficultés à marcher, l'octogénaire semble avoir encore toute sa tête.

Il sera transféré immédiatement à la prison de la Santé à Paris. Mardi, il devrait être présenté devant la cour d'appel en vue de son extradition à La Haye aux Pays-Bas où siège le Mécanisme international, héritier des dossiers du TPIR depuis que celui-ci a fermé ses portes fin 2015. Kabuga faisait partie des trois derniers fugitifs rwandais que cette institution souhaite encore juger. Sera-t-il pour autant transféré tout de suite à La Haye ? Tout dépendra de la stratégie de ses avocats qui pourraient multiplier les recours pour retarder un éventuel procès. Au Rwanda, Apollonia soupire : « J'ai perdu toute ma famille, plus de trente personnes, pendant le génocide. L'arrestation de Kabuga ne me rendra pas mes proches assassinés. Mais je voudrais tant qu'il puisse me rendre ma maison, celle que ses hommes ont détruite. Depuis je vis dans la misère. Cet homme, c'était le mal. »

Maria Malagardis